

## L'ÉGLISE PEUT-ELLE FAIRE DE LA POLITIQUE ?

### Regard sur quelques pratiques

**Rigobert MINANI**  
Bihuzo, Jésuite,  
Politologue,  
Coordonnateur de  
l'apostolat social  
jésuite en Afrique et  
Directeur du réseau  
des centres sociaux  
jésuites (JASCNET)  
à Nairobi/ Kenya.  
rigomin@gmail.com

#### Introduction

La question de savoir si l'Église peut ou ne pas faire de la politique est un sujet fort débattu. Elle prolonge le sujet de la relation entre l'Église et l'État à l'ordre du jour depuis la conversion au christianisme de l'empereur Constantin au quatrième siècle (306-337)<sup>1</sup>. Ce sujet est à l'origine d'une littérature abondante<sup>2</sup>. La pratique est plus complexe : elle est confrontée à une continuelle tension entre l'enseignement de l'Église dans ce domaine, l'agir des églises locales et l'action politique. Dans plus d'un État en Afrique, ce thème s'invite continuellement dans le débat et nécessite clarification théorique et savoir-faire pratique. Que l'Église puisse faire de la politique, cela va de soi. Mais comme le disait si bien le Cardinal archevêque de Kinshasa : L'Église fait de la politique « *à sa façon et de manière variée* »<sup>3</sup>.

Notre objectif n'est pas de prolonger un débat classique dont la nature est de demeurer inachevé. Nous nous proposons, dans ces lignes, d'explorer l'agir politique de l'Église à partir des récentes expériences de la pratique de la hiérarchie catholique (Pape), celle de l'Église d'Afrique [Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et du Madagascar, (SCEAM)] pour enfin conclure avec l'engagement de l'Église de la RD Congo dans les élections à travers la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO).

---

1 <http://www.empereurs-romains.net/emp55.htm> (Consulté le 05 avril 2016).

2 Laurent Monsegwo (Mgr), *Eglise et politique*, Nouvelle revue théologique, n° 116/4, 1994, pp. 481-494.

(Lire aussi Rigobert MINANI, S.J., *Existe-t-il une doctrine socio-politique de l'Église*, Kinshasa, CEPAS, 2000, 208 pages.

3 Laurent MONSEGWO, *Église et politique*, p. 485.

## 1. L'action politique du Pape François

Depuis son élection à la tête de l'Église catholique, le Pape François a fait des « **actions politiques prophétiques** » sa marque déposée. Parmi celles-ci, l'opinion se souviendra de sa visite improvisée<sup>4</sup> à l'île de Lampedusa en faveur des migrants Africains, son voyage à Cuba, en République Centre Africaine<sup>5</sup>, lors de son retour de la visite à la frontière Mexicaine et sa prise de position dans le débat de la campagne présidentielle aux USA. À ce propos et pour ne reprendre que ce dernier cas, répondant à la question d'un journaliste sur les déclarations incendiaires du candidat républicain Donald Trump contre l'immigration et l'entrée des musulmans aux USA, le Pape François dira : *"A person who thinks only about building walls, wherever they may be, and not building bridges, is not Christian. This is not in the Gospel," ... I say only that this man is not a Christian if he has said things like that...*"<sup>6</sup>.

La réponse de Donald ne se fera pas attendre. Dans son communiqué de presse, il accuse le Pape de ne s'être pas suffisamment renseigné : *"The Mexican government and its leadership has made many disparaging remarks about me to the Pope, because they want to continue to rip off the United States, both on trade and at the border, and they understand I am totally wise to them. The Pope only heard one side of the story – he didn't see the crime, the drug trafficking and the negative economic impact the current policies have on the United States. He doesn't see how Mexican leadership is outsmarting President Obama and our leadership in every aspect of negotiation"*<sup>7</sup>.

Enfin, Donald Trump dit qu'un chef religieux ne devrait pas juger la foi des chrétiens, soulevant ainsi une autre question classique de la relation entre la foi et la politique<sup>8</sup>. *"For a religious leader to question*

4 « Shepherd One » (« Berger One »), David WILLEY, « Pope's US tour : Reporter's diary » BBC News, 15 avril 2008. L'aéroport ne pouvait pas accueillir son avion. Il a dû utiliser un avion plus petit et laisser derrière lui un nombre important de sa délégation.

5 Où faisant fi des avertissements des services de sécurité français, avec seulement comme garde de corps des « jeunes musulmans », il a visité la Mosquée de PK5 à Bangui en février 2016.

6 *"A person who thinks only about building walls, wherever they may be, and not building bridges, is not Christian. This is not in the Gospel," he said. While Francis said he would "give the benefit of the doubt" because he had not heard Trump's border plans independently, he added, "I say only that this man is not a Christian if he has said things like that."* On Friday, the Rev. Federico Lombardi, a Vatican spokesman, said the pope's remarks were "in no way a personal attack or an indication on how to vote." (<http://abcnews.go.com/Politics/wireStory/pope-francis-era-us-candidates-face-moral-questions-37073459>)

7 Donald J. Trump response to the pope, February 18, 2016. ([www.donaldjtrump.com/press-releases/donald-j.-trump-response-to-the-pope](http://www.donaldjtrump.com/press-releases/donald-j.-trump-response-to-the-pope)).

8 - Jean-Yves CALVEZ, *Foi et justice. La dimension sociale de l'évangélisation*, Paris, Bellarmine, 1985.  
- SCEAM, *Église et promotion humaine*, Lomé, 1985.

*a person's faith is disgraceful. I am proud to be a Christian and as President I will not allow Christianity to be consistently attacked and weakened, unlike what is happening now, with our current President*<sup>9</sup>. Depuis ce temps, les thèmes de « *construire les ponts* », « *abattre les murs de séparation* » dominent la campagne présidentielle aux USA, faisant de l'interview du Pape une action politique de taille dans la sphère de la campagne électorale américaine.

## **2. L'action politique du Vatican à travers « Laudato Si' »**

Ce qui certainement restera dans l'histoire, sera l'influence politique de l'encyclique écologique « Laudato Si' »<sup>10</sup> du Pape François. L'opinion internationale se souviendra de son impact politique pour mobiliser l'opinion et pousser les dirigeants du monde à prendre des engagements sérieux pour lutter contre le changement climatique.

### **2.1. Rédaction de l'encyclique et la politique internationale**

Les observateurs des activités du Vatican savent que ce document était en gestation depuis plusieurs années, créant l'impatience auprès de plus d'un vaticaniste. L'on se souviendra que le Père général des jésuites, pour anticiper, avait déjà en 2010, rendu public le document « *guérir un monde brisé* »<sup>11</sup>. Ce document était considéré comme un ballon d'essai et a servi à plus d'un endroit au plaidoyer sur ce que l'on attendait d'une encyclique du Pape dans le domaine écologique. Mais le Pape ira bien au-delà.

Qui veut faire une « analyse politique » de l'action politique de « Laudato Si' » se devra d'interpréter les raisons du délai imposé à l'opinion par le Pape avant la publication de l'encyclique. La méthode d'action nous renseigne que le Vatican avait comme stratégie de capitaliser le « momentum », le « kairos ». L'encyclique devrait sortir à un moment où elle pouvait se faire inviter dans le débat public sur le changement climatique. En effet, les différents sommets sur le changement climatique avaient échoué les uns après les autres alors que la majorité des scientifiques, surtout depuis l'échec du sommet de Copenhague

9 Ibidem.

10 [http://w2.vatican.va/content/francesco/en/encyclicals/documents/papa-francesco\\_20150524\\_enciclica-laudato-si.htm](http://w2.vatican.va/content/francesco/en/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.htm).

11 2011, (<http://www.sjweb.info/sjs/pjnew/>)

(2009)<sup>12</sup>, ne cessaient de sonner l'alarme<sup>13</sup>. Nicolas Hulot, écologiste de renom en France et actuel envoyé spécial du président Français pour le changement climatique, disait, à propos du rapport des scientifiques à l'époque : « ce rapport nous dit que nos modes de vie sont en danger, que nos enfants vont être précipités dans un monde chaotique si on ne fait rien ». En effet, les scientifiques du GIEC<sup>14</sup> avaient prévu « l'accroissement des phénomènes climatiques extrêmes comme les cyclones, les sécheresses et les pluies diluviennes... ces phénomènes... entraîneront une insécurité alimentaire élevée, avec des rendements agricoles en baisse constante et des pénuries d'eau dans le sud de l'Australie, en Afrique et en Asie... des problèmes sanitaires en hausse dans les pays en développement... des risques accrus d'extinctions... une hausse de la mortalité... des arbres... un risque de conflits exacerbés autour des ressources naturelles comme l'eau ou les hydrocarbures »<sup>15</sup>.

Au même moment les politiques du monde continuaient à se boucher les oreilles. La Chine et les USA, pourtant premiers pollueurs, s'attelaient à conclure des accords parallèles « non contraignants, bien en deçà des attentes que la conférence, texte qui ne comportait aucun engagement chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre »<sup>16</sup>.

Devant ce tableau alarmant, il devenait urgent qu'une autorité à même de se faire entendre des politiques du monde sorte de ses réserves. Il fallait que quelqu'un agisse pour donner une âme à la politique internationale et s'engager pour sauver la planète.

Le débat n'était donc plus un discours scientifique neutre. Il s'agissait d'une question existentielle pour l'humanité et une question de conscience et de responsabilité morale. Le Pape François décidera d'engager l'Église sur ce terrain. Pour ce faire, le choix de la prise de parole du Pape était important.

---

12 « La fin du sommet a été ternie par le cadre flou des négociations. Alors que Barack Obama et Nicolas Sarkozy annonçaient un accord dès vendredi soir, de nombreux pays affirmaient ne pas avoir été tenus au courant. Une plénière s'est tenue toute la nuit dans la pagaille, animée par un premier ministre danois dépassé, alors que les chefs d'État étaient déjà repartis » in *Le bilan décevant du sommet de Copenhague* in *Le Monde*, 19 décembre 2009. <http://www.lemonde.fr/le-rechauffement-climatique/article/2009/12/19/>.

13 « Rapport du Groupe de travail I du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat », in *The Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, 2007, [http://www.ipcc.ch/publications\\_and\\_data/ar4/wg1/en/contents.html](http://www.ipcc.ch/publications_and_data/ar4/wg1/en/contents.html).

14 Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC).

15 <http://lci.tf1.fr/science/environnement/hulot-juge-effrayant-le-silence-apres-le-rapport-sur-le-climat-8401347.html>.

16 Lire : Ce que contient le texte et aussi La négociation accouche d'un texte sans ambition. <http://www.lemonde.fr/le-rechauffement-climatique/article/2009/12/19/la-bilan-decevant-du-sommet-de-copenhague>.

## **2.2 Le Momentum politique**

Quatre événements ont déterminé le choix du moment de la publication de cette encyclique. L'année 2015 avait à son agenda des rencontres politiques importantes pour l'avenir de l'humanité. Le premier moment était la rencontre du 13 au 16 juillet 2015 à Addis-Abeba sur le financement du développement<sup>17</sup>. Le deuxième rendez-vous était la publication, en septembre 2015, du rapport sur les objectifs globaux de développement durable (SDGS)<sup>18</sup>. Le troisième était la tenue de la COP 21<sup>19</sup>. Le moment visé pour la prise de parole et faire « de la politique aux plus hauts sommets » sera le discours du Pape en septembre au congrès américain et aux Nations unies<sup>20</sup> où il s'est adressé à la classe politique mondiale. Enfin, signalons que l'Union Africaine a aussi profité de ce moment pour publier en 2015 son agenda 2063<sup>21</sup>. L'impact de la stratégie politique du Vatican sera sans mesure comme on le verra avec l'accord de Paris sur le changement climatique.

## **2.3. Un large consensus sur le contenu**

Une autre stratégie du Vatican était de reprendre à son compte certaines conclusions du GIEC, et produire un document pastoral mais scientifiquement inattaquable. Ceci se reflète dans le chapitre premier de cette encyclique intitulé « **ce qui se passe dans notre maison** » :

Il existe un consensus scientifique très solide qui indique que nous sommes en présence d'un réchauffement préoccupant du système climatique... De nombreuses études scientifiques signalent que la plus grande partie du réchauffement global des dernières décennies est due à la grande concentration de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, oxyde de nitrogène et autres) émis surtout à cause de l'activité humaine... Cela est renforcé en particulier par le modèle de développement reposant sur l'utilisation intensive de combustibles fossiles qui constitue le cœur du système énergétique mondial. Le fait de changer de plus en plus les utilisations du sol, principalement la déforestation pour l'agriculture, a aussi des impacts (n° 23).

## **2.4. Une mobilisation maximale**

Annoncée depuis plus d'une année, l'encyclique était attendue par l'église entière. Plusieurs rédactions des journaux, sites web,

17 <http://www.un.org/esa/ffd/ffd3/>.

18 <https://sustainabledevelopment.un.org>.

19 [www.cop21paris.org/about/cop21](http://www.cop21paris.org/about/cop21).

20 [www.vatican.va/](http://www.vatican.va/).

21 <http://www.au.int/>.

Facebook, Twitter avaient déjà un plan de communication bien ficelé. La commission pontificale Justice et Paix, les églises locales ainsi que les différentes organisations d'Églises avaient programmé, avant et après sa publication, des activités de diffusion, de sensibilisation et de plaidoyer. Ceux qui avaient cette charge avaient reçu le document « sous embargo » 48h avant sa publication officielle. Ce rappel des troupes a montré que si l'Église mobilise ses adeptes et ses différentes structures, elle est en mesure d'influer sur le cours des choses et de faire de la vraie politique au service du bien universel et du bien commun. En effet, au lendemain de sa publication, cette encyclique s'est trouvée à la une de plusieurs grands journaux du monde.

## 2.5. Une action de plaidoyer coordonnée

L'action à l'intérieur de l'Église était doublée d'une action de plaidoyer coordonnée. Celle-ci a conduit les États grands pollueurs, tout juste avant la COP 21, de sortir de leur traditionnelle langue de bois. La Chine et les USA qui avaient saboté Copenhague en 2009 annonceront leur volonté de prendre le leadership dans la lutte contre le changement climatique. La France, considérant l'opinion créée par l'encyclique, décidera de s'appuyer sur les Églises pour son plaidoyer pour la réussite de la rencontre de Paris.

### 2.5.1. Sommet des consciences

Le 21 juillet, soit un mois seulement après la publication de « Laudato si », la France dont on connaît la place de son idéologie sur la laïcité avec une séparation nette entre l'Église et l'État, avait programmé une rencontre des chefs spirituels du monde pour d'une part, mobiliser les consciences<sup>22</sup> de l'humanité et, d'autre part, solliciter leur appui pour l'aboutissement de la rencontre de Paris. « *Réunis à Paris pour un "Sommet des Consciences pour le Climat", organisé à l'initiative de Nicolas Hulot, Envoyé Spécial du Président de la République française pour la protection de la planète, nous souhaitons, par cette lettre, nous adresser à vous **de personne à personne, de conscience à conscience*** »<sup>23</sup>.

Cette rencontre a révélé comment les leaders politiques du monde ainsi que les chefs spirituels de certaines religions avaient reçu et lu l'encyclique. Beaucoup, y compris des ministres français, citeront des larges extraits de « Laudato si » dans leurs interventions.

---

22 Sommet des consciences le 21 juillet 2015 soit un mois après la sortie de l'encyclique. (<https://www.whydoicare.org/fr/le-sommet-des-consciences>).

23 Ibidem.

### **2.5.2. Décembre 2015, Cop 21 à Paris**

Plusieurs équipes de l'église catholique étaient présentes à Paris. Outre la délégation officielle du Vatican, il y avait l'église locale de France, les agences de développement de l'église sous la coordination de CIDSE, les congrégations religieuses<sup>24</sup>, mais aussi des chrétiens à la base. À la COP 21, l'encyclique était présente dans tous les esprits. Aussi, durant les négociations, elle était appelée à la rescousse pour soit défendre une position, soit en rejeter une autre. Au même moment, des milliers de fidèles et autres activistes de la société civile qui avaient envahi Paris, suivaient pas à pas l'évolution des négociations, mettant une pression énorme sur les négociateurs des États pour que l'accord de Paris soit « **universel, différencié et contraignant** »<sup>25</sup>, et pour exiger que l'on maintienne la température en deçà de 1.5 degré. Le résultat est connu. L'accord de Paris sera un accord politique historique<sup>26</sup> :

Le présent Accord... vise à renforcer la riposte mondiale à la menace des changements climatiques, dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté, notamment en contenant l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2° C...<sup>27</sup>.

### **3. Le Symposium des Évêques Catholiques en Afrique et Madagascar (SECAM) : Gouvernance, bien commun et transition démocratique en Afrique**

À la suite du dernier Synode sur l'Afrique intitulé « *l'Église au service de la réconciliation, de la justice et de la paix* »<sup>28</sup>, l'Église a fait un nombre important des recommandations au SECAM dans le sens de l'engagement de l'Église sur le terrain politique. Ces recommandations témoignent de l'importance que l'Église souhaite voir le symposium des Évêques catholiques d'Afrique et du Madagascar jouer. C'est dans ce sens que cette institution s'est attelée en 2012 à rédiger une lettre

24 Les Jésuites étaient représentés par une équipe internationale du GIAN Écologie dont j'étais membre. [www.ecojesuit.com](http://www.ecojesuit.com).

25 Le projet d'accord est différencié, juste, durable, dynamique, équilibré et juridiquement contraignant. » Laurent Fabius, Président de la COP 21, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/climat/paris-2015-cop21/>.

26 750+ attendees - the largest number of global stakeholders at any commercially-inclusive side event at COP 21, International attendance – meet decision makers from across the globe with delegates spanning 43 countries at SIF14, Over 80 world class speakers including country Ministers, industry CEOs and international thought leaders, Interactive discussion panels throughout the event, allowing for in-depth debate via audience Q&A and polls, Workshops and co-located events to maximise content and networking opportunities throughout the two days. ([www.cop21Paris.com](http://www.cop21Paris.com)).

27 Convention-cadre sur les changements climatiques, Paris 12 décembre 2015. <http://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/fr/109f.pdf>.

28 Déroulé à Rome du 4 au 25 octobre 2009.

pastorale<sup>29</sup> pour guider les Églises d'Afrique et du Madagascar dans leur agir politique :

À la lumière de la Parole de Dieu, nous les Évêques africains, à travers le SECAM, sommes préoccupés par la situation actuelle en Afrique. C'est dans cette optique que nous écrivons cette Lettre Pastorale, qui s'adresse à tous les Africains de nombreux théologiens africains qui ont démontré dans de nombreux cas combien précieux pouvait être le rôle prophétique de l'Église<sup>30</sup>.

Et les évêques de déclarer :

L'Église doit prendre ses responsabilités dans le domaine socio-politique. Elle doit être pleinement impliquée dans la transformation en profondeur de notre société. Elle a déjà pris position dans des domaines sensibles tels que le pétrole, le bois et l'écologie<sup>31</sup>.

Parmi les domaines ciblés, l'Église propose une implication dans le processus électoral :

Le paysage politique en Afrique devrait créer de nouvelles possibilités de transitions. Sa Sainteté le Pape Benoît XVI affirme que « ... les élections représentent une plate-forme pour l'expression des décisions politiques d'un peuple, et elles sont un signe de légitimité à l'exercice du pouvoir ». Car pour l'Église d'Afrique, « des élections crédibles peuvent alors devenir des processus qui créent la paix et l'harmonie dans tous les pays »<sup>32</sup>.

Le SECAM est conscient du rôle clé que les élections crédibles peuvent jouer dans l'édification de la nation :

Là où l'opportunité que peut provoquer une transition démocratique réelle est absente, nous avons tout simplement un gouvernement répressif qui succède à un autre. Petit à petit, la situation devient intenable. Nous considérons que notre rôle en tant qu'Église est de faciliter le dialogue, la participation de tous, et la réconciliation en cas des disputes<sup>33</sup>.

Outre de cibler l'encadrement du processus électoral comme une activité significative pour promouvoir la bonne gouvernance et la paix, le SECAM s'est aussi mobilisé pour mettre en application l'une des résolutions fondamentales du synode sur l'Afrique dans le domaine politique. Durant le Synode sur l'Afrique, les Évêques ont reconnu

29 SCEAM, gouvernance, bien commun et transition politique en Afrique (lettre pastorale de novembre 2012).

30 Idem n°9

31 Idem n°11

32 Idem n°19

33 Idem n°35

que si beaucoup parmi nos peuples croupissent dans « la pauvreté et la misère, les guerres et les conflits, les crises et le chaos », les responsables de cette tragédie sont connus :

Cette situation est rarement causée par les catastrophes d'ordre naturel... elle est attribuée largement aux décisions et aux activités humaines des gens... par le biais d'une complicité tragique et d'un complot criminel des dirigeants et des intérêts extérieurs<sup>34</sup>.

C'est la raison pour laquelle la hiérarchie de l'Église demande à ses membres de « passer de la parole à l'action », d'investir les espaces politiques :

Il y a nécessité d'une présence active de l'Église dans les instances de décisions où se traitent les questions qui nous préoccupent... faire objet de plans d'action pastorale continentale... renforcer (la) présence dans les organisations continentales (UA)<sup>35</sup>.

C'est pour concrétiser cette action que le SECAM, depuis le 19 août 2015, a signé un mémorandum d'entente (MOU) avec l'Union Africaine et a ouvert un bureau au sein de cette institution à Addis-Abeba afin de permettre à l'Église africaine de prendre des initiatives pour l'amélioration de la gouvernance en Afrique et politiquement inter agir directement avec les États et les structures supra nationales. Le SECAM a réalisé qu'une des façons modernes d'influencer la politique est de se constituer des « think tank » et avoir des équipes de lobby. Ce faisant, l'Église africaine agit aujourd'hui sur ce terrain politique.

#### **4. L'Église de la RD Congo et les élections**

Dans l'introduction au deuxième tome du discours socio-politique des Évêques de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO)<sup>36</sup>, M. l'abbé Mapwar, parlant de l'Église du Congo, écrit :

Jamais elle n'a recherché une séparation totale, partielle ou hostile d'avec le monde politique... Elle a toujours œuvré pour une collaboration harmonieuse et respectueuse, car l'homme-citoyen dont s'occupe l'État, c'est le même dont l'Église prend soin au plan spirituel et humain... C'est pourquoi pour bien préparer le peuple de Dieu aux échéances électorales, elle s'est investie pour une formation de la conscience et l'éducation civique des concitoyens en vue des élections libres, démocratiques et transparentes<sup>37</sup>.

34 Synode sur l'Afrique. Rapport général.

35 Synode sur l'Afrique. Rapport général.

36 Mgr Faustin-Jovite MAPWAR Bashuth, *Le discours socio-politique des Évêques de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO)*, Kinshasa, FCK, 2008.

37 Idem, p. 15.

Effectivement, l'Église catholique en RD Congo s'est, après la longue transition politique, mobilisée plus qu'à n'importe quel autre moment, pour faire de la tenue des élections une des activités principales de la sortie définitive de la crise :

Depuis quelques décennies, nous, pasteurs de l'Église-famille de dieu qui est en RD Congo, ne cessons de revendiquer l'organisation des élections libres et démocratiques. Il s'agit de mettre fin aux querelles de légitimité qui causent tant de dégâts dans notre pays. Nous estimons que le temps est maintenant propice. ... la vérité des urnes s'impose ... c'est un tournant décisif qu'on aurait tort de rater.<sup>38</sup>

C'est pour cette raison que l'épiscopat de la RD Congo a mis en place un programme national d'éducation civique dénommé CARTEC<sup>39</sup> et demandera l'engagement des fidèles : « *À nos fidèles, nous demandons de s'engager activement dans le programme d'éducation civique* ». <sup>40</sup>

L'Église de la RD Congo ira encore plus loin. Elle fera de la préparation des chrétiens aux élections sa « priorité pastorale »<sup>41</sup>. Et l'opinion aujourd'hui est d'accord que la mobilisation de l'Église lors des élections post-conflits de 2006 a été salubre et a fait éviter à la nation de replonger dans la guerre.

Pour réussir ce pari, deux instruments étaient nécessaires : l'éducation civique et électorale et l'administration électorale. L'Église avait une certaine mainmise sur les deux instruments. Tout d'abord par un programme national et en second lieu par le fait que le leadership de l'organe de gestion de l'administration électorale était confié à un prêtre. Celui-ci était épaulé par un nombre important de prêtres, religieux et religieuses disséminés sur le territoire national. Cette présence dans la sensibilisation et l'administration électorale avait permis à l'Église de jouer un rôle politique de taille pour un aboutissement heureux du processus électoral et faire sortir la RD Congo des années de la conflictualité. La logique politique aurait voulu que l'Église maintienne cette dynamique.

38 CENCO, « Frères, que devons-nous faire ? », (Ac 2,37). L'heure des responsabilités a sonné. (3 juillet 2004), n°18.

39 (Coordination des actions pour la réussite de la transition de l'Église catholique)

40 CENCO, « Frères, que devons-nous faire ? », (Ac 2,37). L'heure des responsabilités a sonné. (3 juillet 2004), n°19.

41 CENCO : - « Frères, que devons-nous faire ? » (Ac 2,37). L'heure des responsabilités a sonné. (3 juillet 2004)  
- « Voici le temps favorable, voici maintenant le jour du Salut (2 Co 6, 2). (5 février 2005).  
- Pour une fin de transition apaisée, « Le peuple avait le cœur à l'Ouvrage » (Ne 3, 38) (24 juin 2006) etc.

## **5. Cas de la gestion de son rôle de leadership de la commission électorale**

Par la suite, l'Église de la RD Congo a été moins performante pour s'assurer du bon fonctionnement de l'administration électorale. Alors que la commission électorale est un instrument structurel capital des élections et que la législation en RD Congo est en faveur de la gestion de cet organe par l'Église. En effet, la loi électorale prévoit que la présidence de la CENI soit confiée aux confessions religieuses :

« La CENI est composée de treize membres désignés par les forces politiques de l'Assemblée Nationale à raison de six délégués dont deux femmes par la Majorité et de quatre dont une femme par l'Opposition politique.

La Société Civile y est représentée par trois délégués issus respectivement de ;

1. confessions religieuses ;
2. organisations féminines de défense des droits de la femme ;
3. organisation d'éducation civique et électorale (Article 10) ».

Dans cette disposition, l'Église catholique, la plus forte et la mieux structurée de cette institution, et qui par ailleurs héberge le secrétariat des confessions religieuses, est favorite pour la direction de la commission. Les acteurs politiques savaient bien qu'une commission électorale « indépendante » et dirigée par un homme de l'Église réduisait sensiblement leurs manœuvres de volonté de tripatouillage. C'est la raison entre autres de l'article 24 de cette même loi électorale.

« Le Bureau est composé de six membres dont au moins deux femmes, l'une issue de la majorité et l'autre de l'opposition politique. Il comprend :

1. le Président, issu de la Société Civile ;
  2. le Vice-Président, issu de la Majorité ;
  3. le Rapporteur, issu de l'Opposition politique ;
  4. le Rapporteur Adjoint, issu de la Majorité ;
  5. le Questeur, issu de la Majorité ;
  6. le Questeur Adjoint, issu de l'Opposition politique ».
- (Article 24 bis)

Ainsi, le président de la commission est considéré d'office comme « suspect » pour tous, Majorité comme Opposition. Raison pour laquelle, dans le bureau de cette structure, il est « pris en sandwich » par les partis en compétition. La raison est de limiter au maximum « ses

manœuvres » dans un bureau où il est minoritaire. En réalité, dans le bureau, il est le seul qui est supposé défendre la transparence. Les autres étant par définition « partisans ». Les deux autres membres de la société civile ne siègent pas au Bureau qui est l'organe de décision de la commission électorale.

Dans un tel contexte, la stratégie politique aurait voulu que sa composante « société civile », et sa sous composante « confessions religieuses », se mobilisent autour de lui, car, en fin de compte, c'est de lui que dépend une bonne partie de la réussite ou de l'échec du processus électoral.

La réalité était tout le contraire. Après 2006, la CENCO prendra la décision demandant à tout le personnel religieux de démissionner de la CENI. Par la suite, la CENI passera à un autre membre des « confessions religieuses ». La deuxième expérience électorale en RD Congo sera, comme l'ont déploré tous les rapports d'observations<sup>42</sup>, une catastrophe. « La MOE UE considère que les résultats publiés par la CENI ne sont pas crédibles à la lumière des nombreuses irrégularités et fraudes constatées lors du processus électoral »<sup>43</sup>.

Par la suite, les acteurs politiques nationaux et internationaux se tourneront encore une fois vers l'Église catholique pour redresser la courbe. Des délégués entre autres de l'Union Européenne, proposeront le retour aux fonctions de l'Ancien président de la CEI<sup>44</sup> dont l'expertise été avérée. Le secrétariat de la CENCO s'y opposera et avancera le nom d'un autre candidat qui, quoi qu'il était un chrétien engagé au sein de l'archidiocèse de Kinshasa, n'avait aucun passé électoral. Et pourtant, toutes les instances avisées ne voulaient plus engager le pays dans un processus « essai et erreur ». La suite se passe de tout commentaire. Le moins que l'on pourrait dire est que la CENCO a géré cette situation de manière chaotique. Une délibération des confessions religieuses s'accordera à ce que l'on ne multiplie pas des candidatures. On sera en face de deux candidats « catholiques ». L'ancien président de la CEI sera proposé par toutes les confessions à l'exception de l'Église catholique. Le vote qui s'en suivra fera qu'il sera voté à la hauteur de six contre un.

Le secrétariat de la CENCO exercera des pressions de toutes sortes sur l'élu alors qu'il n'avait pas été capable de faire voter son propre candidat. Ses prises de position sur cette question vont tourner à des

42 UNION EUROPÉENNE MISSION D'OBSERVATION ÉLECTORALE République démocratique du Congo 2011, RAPPORT FINAL Élections présidentielle et législatives, 28 novembre 2011, 72 pages.

43 Idem pp. 7-8, n°21.

44 M. L'Abbé Apollinaire Malumalu.

menaces<sup>45</sup>, des attaques personnelles aux allures de lynchage public de celui qu'il était supposé protéger et accompagner.

Cet épisode douloureux sur la manière particulière de la CENCO de faire la politique a dévoilé les faiblesses de l'engagement politique de l'Église. Elle a montré au grand jour les différentes fissures entre le secrétariat de la CENCO et ses autres organes dirigeants ; il a aussi mis au clair le clivage entre les évêques, quelques fois aggravé par des initiatives personnelles et la volonté de puissance de certains d'entre eux. Ce tiraillement a porté ombrage sur le fait que le bien commun devrait être au centre *de l'action politique et des préoccupations de l'Église*.

## Conclusion

Il ne fait l'ombre d'aucun doute que l'Église peut faire de la politique, qu'elle fait de la politique plus qu'elle ne le déclare. Mais souvent dans plus d'un pays en Afrique, son action, généralement louable et absolument à promouvoir, souffre quelquefois de stratégies d'actions. En effet, pour qu'une politique soit efficace, il faut au minimum établir un équilibre entre « le contenu et la méthode ». Un contenu non porté par une méthode et une stratégie d'action adéquates est appelé à ne pas atteindre son objectif. L'Église catholique congolaise aura beau avoir une doctrine sociale riche, exceller dans des prises de parole abondantes, courageuses, éclairées et pertinentes, elle ne pourrait jouer le rôle attendu d'elle sans améliorer sa méthode d'action. Aujourd'hui, à la veille des turbulences annoncées par les faits politiques, la CENCO se doit d'évaluer son action dans ce domaine. Elle se doit d'innover et d'avoir un courage prophétique. Sinon, comme ce fut le cas hier avec la commission électorale, elle va se replier dans des positions défensives, abandonner le terrain de l'initiative aux autres et échouer par le fait même de mettre sa force numérique et structurelle, sa notoriété morale et intellectuelle au service du bien commun qui, dans cette circonstance, serait la démocratie, la paix et le développement. ■

---

45 Certains parleront même d'excommunication alors qu'ils n'avaient pas qualité.